

Résolution présentée par la délégation de la Lettonie

Thème	Les conflits et la sécurité internationale
Concerne	La sécurité de l'opinion publique et la sécurité médiatique de l'Union européenne face à la menace propagandiste russe.
L'Assemblée Générale,	
Alarmée	par l'augmentation du nombre de campagnes de propagande et de désinformation mises en place par la Russie, dont le but est de répandre une vérité biaisée dans le contexte de la guerre en Ukraine depuis son invasion. Ces campagnes sont aussi un premier front d'attaque concernant ses projets évidents d'expansion territoriale.
Déplorant	l'atteinte à la sécurité et à la paix internationale, qui risque d'entraver l'indépendance des pays les plus vulnérables dont la Lettonie fait partie, mais aussi l'intégrité de l'Europe tout entière. De plus, la propagande russe menace la liberté de pensée et d'expression à travers la manipulation de la presse et des médias.
Soulignant	que le droit à la liberté d'opinion et d'expression est garanti par les articles 19 et 20 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), et qu'il existe, entre autres, une législation européenne fournie sur la liberté des médias.
Soutenant	les accusations d'implication russe lors des élections présidentielles de Roumanie en 2024, où de nombreuses campagnes de désinformation en faveur d'un candidat prorusse l'ont placé en tête des suffrages. Cette campagne de manipulation historique souligne l'influence néfaste qu'a la Russie, spécifiquement sur les anciens Etats soviétiques, qui sont désormais pour la plupart des Etats-membres de l'UE.
Précisant	l'impact qu'a la propagande russe sur notre communauté russophone, divisant le pays entre les générations culturellement et historiquement liées à l'Empire soviétique et les nouvelles générations tournées vers l'Europe. La division culturelle et sociale au sein de la Lettonie accentue l'instabilité de notre pays et notre vulnérabilité face à la Russie.
Décide	- de la création d'une organisation européenne contre la propagande et la désinformation médiatique russe, l'OEPDR. Nous sommes convaincus que l'efficacité d'une organisation regroupant tous les pays de l'UE serait bien meilleure que celle des agences individuelles déjà existantes. Ces dernières sont fortement dépendantes des fonds de l'USAID, agence américaine pour le développement international, démantelée en mars 2025. - Le projet consisterait tout d'abord à établir un budget commun aux pays membres, puis à regrouper les nombreuses agences de contre-désinformation déjà existantes, et finalement à mettre en place des sièges dans certains de ces différents pays. - Les actions concrètes du projet auraient pour but de créer un centre virtuel de partage de données. Un large programme de recherche et de promotion de la cyber-sécurité, et de réaliser de nombreux projets axés sur l'éducation et la sensibilisation des populations.